

ARCELORMITTAL ANNABA

Vers une grève générale le 28 mai

Avec le préavis de débrayage émis dans la soirée de mardi par le syndicat de l'entreprise ArcelorMittal Annaba pour une grève générale et illimitée dès le 28 mai courant, ce sont d'autres perturbations des activités de la sidérurgie nationale qui s'annoncent.

Dans une résolution émise par la conférence constituée de 31 sections syndicales de l'entreprise, réunies le 17 mai, il est mentionné que celle-ci «a décidé, à l'unanimité des

membres la composant, de «déclencher une grève générale le 28 mai 2011 jusqu'à l'aboutissement des revendications salariales».

La résolution, rendue publique, précise qu'après

quatre séances de travail, «les propositions avancées par l'employeur sont très en deçà des attentes des travailleurs».

Le syndicat de l'entreprise fait un rappel des démarches qu'il avait effectuées en fin de semaine dernière auprès du ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion des investissements pour soutenir le dossier de l'investissement quinquennal de 500 millions d'euros propre au complexe. Démarches qui ont abouti à un accord d'accompagnement du ministère.

S'appuyant sur ce résultat, le syndicat a, dès son retour d'Alger, repris les négociations salariales avec la direction générale. Cependant, les proposi-

tions faites par celle-ci «n'ont pas été à la hauteur des efforts consentis par le partenaire social pour l'aboutissement du dossier investissement», estiment des syndicalistes, tout en indiquant que «le dialogue social sera maintenu durant l'arrêt du travail».

Des indiscretions font état d'une proposition syndicale d'augmentation salariale de 20%. Un taux que refuse d'appliquer la DG, d'où la rupture des pourparlers.

Pour avoir d'amples informations à ce sujet, nous avons contacté celle-ci. Elle nous apprendra qu'elle a effectivement entamé des négociations avec le partenaire social depuis deux semaines autour de l'augmentation

des salaires, «malgré la situation financière critique de la société». A ce propos, nous a-t-on expliqué, une proposition d'augmentation de 24% étalée sur une période de trois années, à raison de 8% par an, dont 4% sont acquis d'office, alors que les 4 autres seront liés aux résultats de production enregistrés. «En dépit de la menace brandie par le syndicat de débrayer dès le 28 mai courant, les négociations ne sont pas rompues pour autant. Nous restons plus que jamais attachés au dialogue social», a indiqué Vincent

Le Gouic, directeur général d'ArcelorMittal Annaba. La même source a précisé que la production a bien repris depuis le début du mois de mai, après un

premier trimestre très perturbé et un mois d'avril caractérisé par des incidents divers et les travaux d'entretien et de maintenance du haut fourneau n°2. Si aucun accord n'intervient d'ici la fin du préavis de grève, le climat risque de s'assombrir à nouveau au sein de cette unité de fer et de l'acier, l'une des plus importantes entreprises du pays, estime-t-on.

Et d'ajouter qu'après un intermède de relations stables qui a duré plusieurs mois, les deux parties sauront certainement trouver un terrain d'entente pour éviter de retomber dans les relations conflictuelles ayant déjà porté préjudice aux objectifs de la production.

A. Bouacha

SIT-IN ET GRÈVE ILLIMITÉE

Les praticiens maintiennent la pression

Le bras de fer se poursuit entre les praticiens de la santé publique et le ministère de tutelle. Aux menaces proférées par le département d'Ould Abbès, les résidents ont répondu par un rassemblement, tandis que spécialistes et généralistes continuent de paralyser les services.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le collectif autonome des médecins résidents algériens a mobilisé hier ses troupes. Des centaines de médecins résidents étaient hier face au ministère de la Santé, criant leur colère et appelant à la démission du ministre.

Sans détour, les manifestants qualifiant Ould Abbès de «super-menteur» ont scandé des slogans hostiles au ministre de la Santé qu'ils mettent au défi de tenir les nombreuses promesses qu'il a faites. «Dégage», «L'insulte n'est pas une politique de santé», «Nous n'avons pas peur».

Autant de slogans criés face à la grille du ministère de tutelle fermée et bien gardée. Les résidents n'espéraient pas être reçus par le ministère mais tenaient à répondre par ce rassemblement aux menaces proférées la veille par le ministre.

Des instructions avaient en effet été données afin que des ponctions sur salaires soient effectuées. Il n'est également pas exclu que le ministère de la Santé fasse appel aux réquisitions pour forcer les résidents à reprendre du service.

Des menaces qui ont eu pour effet de mobiliser davantage les résidents qui

campent sur leurs positions et qui réaffirment qu'aucune revendication n'avait été satisfaite, dénonçant la dualité du ministère de la Santé. Une dualité qui s'exprime à travers la remise d'un «brouillon» du statut des résidents. Une copie que le collectif va discuter après de larges consultations avec les résidents. Il se donne le temps nécessaire pour étudier l'ensemble des points contenus dans ce projet de statut. En attendant, la grève illimitée se poursuit avec une quasi-paralysie des services des structures de santé publique. Une paralysie atténuée par la grève des praticiens et praticiens spécialistes affiliés au SNPSP et au SNPSSP. Ces derniers continuent de mobiliser les praticiens. «Un acte de résistance», commente

le D^r Merabet, président du SNPSP qui salue la mobilisation des médecins face à l'appareil répressif déployé par la tutelle.

Les menaces du département de la santé ont été mises en application puisque des agents de l'administration tentaient dès hier d'entraver toute tentative de rassemblement à l'intérieur des structures de santé. En parallèle, aucune proposition n'a émané du ministère de la Santé aggravant une situation de blocage qui risque de perdurer. Dimanche, les praticiens emboîteront le pas aux résidents. Ils se rassembleront face au ministère de la Santé pour dire toute leur détermination à faire aboutir leurs revendications toujours en suspens.

N. I.

DEVANT LES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX DES FÉDÉRATIONS

Le SG de l'UGTA solde ses comptes

«Nous n'avons aucune animosité envers les autres syndicats. Seuls le terrain et les travailleurs auront à trancher la question de la représentativité. L'UGTA a des pieds solides et enracinés. Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, le dialogue constitue le chemin le plus dur, mais également le plus sûr pour arracher des résultats au profit des travailleurs». Cela fait longtemps que le SG de l'UGTA n'a pas haussé le ton, comme il l'a fait hier. Il a saisi l'occasion de la réunion des secrétaires généraux des fédérations pour trancher plusieurs questions. Décodage.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) -Comme nous l'avions annoncé dans notre précédente édition, le secrétaire général de l'UGTA a donné des réponses à des questions qui sont restées jusque-là en suspens. Devant les secrétaires généraux des fédérations, il dira haut et fort : «Nous n'avons jamais failli à notre représentation syndicale, ou encore à la défense des intérêts des travailleurs». Il citera notamment le cas de la Fonction publique, où, faut-il le rappeler, la contestation sociale

a pris de l'ampleur depuis quelque temps et où l'UGTA a «véritablement basculé».

Le premier responsable de la Centrale syndicale rappellera à l'assistance que «c'est grâce à l'UGTA que le premier avant-projet de loi portant révision du statut de la Fonction publique a été retiré de l'APN». «L'UGTA a interpellé qui de droit sur la gravité du contenu de ce projet, et c'est ainsi que le projet en question a été retiré. Donc, il n'y a pas lieu de dire aujourd'hui que notre

organisation n'a rien fait pour les travailleurs du secteur de la Fonction publique», a-t-il martelé avant de faire lecture à l'assistance des différentes augmentations salariales arrachées, tant par le moyen de la révision du Salaire national minimum garanti (SNMG) qu'à travers la révision des statuts particuliers et régimes indemnitaires.

Chiffres à l'appui, Sidi Saïd rappelle l'historique de l'évaluation du SNMG depuis 1963 ou encore le nombre de tripartites et bipartites consacrées à ce sujet. Même constat pour le secteur économique. «C'est toujours l'intérêt des travailleurs qui a édicté notre ligne de conduite. L'UGTA ne cherche nullement le monopole. Notre seule ligne de conduite reste le respect des travailleurs et de la République. Et je tiens à le rappeler ici, devant vous, que l'UGTA n'est pas l'organisation qu'on instrumentalise. Nous agissons sur la base de nos principes et

de nos valeurs», a tenu à rappeler le secrétaire général de la Centrale syndicale.

Sidi Saïd a profité de l'occasion pour solder ses comptes avec ceux qui «mordent la main qui les a nourris». «Je me sens une grande fierté d'appartenir à une organisation qui a participé à la stabilité et au retour de la paix dans mon pays. Le minimum est de respecter cette organisation qui les a nourris», a-t-il expliqué en faisant allusion au groupe d'anciens syndicalistes et ex-parlementaires qui ont signé une lettre demandant des changements au sein de l'UGTA.

«Nous n'avons que faire de ce chuchotement de mouches», a-t-il conclu. A ce titre, il est à noter que les secrétaires généraux des fédérations ont rendu publique une déclaration où ils dénoncent «ceux qui portent préjudice à l'unité syndicale», tout en exprimant leur solidarité avec le secrétariat national, à sa tête Sidi Saïd.

Enfin, lors de cette rencontre, Sidi Saïd a indiqué que l'UGTA axera sa participation à la prochaine tripartite économique, prévue le 28 mai, sur l'importance de la promotion de la production nationale. «Nous allons mettre un accent particulier sur un élément important sur l'échiquier national de l'investissement et du développement économique, à savoir la nécessité de disposer d'instruments nécessaires, qu'ils soient juridiques, financiers ou humains, pour la promotion de la production nationale», a déclaré M. Sidi Saïd

Il a ajouté que son organisation a tenu plus de 35 réunions autour de cette question. «Nous avons, ensuite, convenu que l'élément moteur de la participation de l'UGTA à cette tripartite est de mettre en relief l'importance de la promotion de la production nationale», a conclu le premier responsable de la Centrale syndicale.

A. B.